



La situation cacophonique amplifie le ras-le-bol social mais orchestre dans le même temps les divisions les plus dangereuses... des divisions en revanche très utiles au pouvoir. **EDITO**

Sur ce terrain là, grève après grève, les médias démontrent dans quel camp ils se trouvent : celui du Medef et de ses courtisans les plus zélés, ceux qui se disputent le pouvoir pour satisfaire les premiers. L'actuel traitement journalistique du juste combat des intermittents et des cheminots relève de cette stratégie.

Des mensonges et des inexactitudes qui conduisent à l'intoxication informative, pour donner du poids à cette idéologie libérale, celle-là même, finement rôdée par "les marchés" qui a fait basculer le monde dans une spirale infernale de déclin.

Des infos pour discréditer le mouvement social et placer, face à nous, une opinion publique malmenée.

Dans les différents rendez-vous de notre organisation syndicale, à tous les étages de la Cgt, nous faisons des constats, nous tentons d'organiser les ripostes, nos objectifs sont difficiles à atteindre mais notre détermination reste forte.

Nous sommes donc nombreux à nous poser une question : Quelle démarche syndicale dans cette séquence désastreuse ? La réponse est claire : nous devons RESISTER !

Ceci dit, la résistance ne doit pas rester à l'état de l'idée, elle nécessite l'action.

Individuellement, c'est d'un engagement fort dont il faut faire preuve pour que, collectivement, nous réussissions à changer les choses.

Individuellement, il faut savoir, comprendre et participer pour que, collectivement, nous puissions agir et gagner.

Nos armes sont pourtant simples pour lutter : **organiser les salarié-e-s sur les lieux de travail, rassembler, informer, mobiliser.** De nombreux exemples, hier et aujourd'hui, montrent que des salarié-e-s organisé-e-s, solidaires et conscients des enjeux peuvent l'emporter. Unilever a du céder après 1336 jours, face à la détermination des FRALIB. Parfois plus rapide, c'est toujours avec le rapport de force que les victoires ont été possibles, sur l'augmentation des salaires, sur l'emploi ou encore les conditions de travail.

Aujourd'hui, peut-être faut-il aller plus loin... mais pas dans n'importe quelle direction. Il y a des choses à faire, toujours individuellement d'ailleurs, pour renforcer l'efficacité collective... Je ne ferai pas de détail ici, mais peut-être faut-il commencer par se consacrer plus de temps à la prise en main (et en tête) de nos analyses et de nos propositions ; pourquoi pas en réduisant déjà le temps d'allumage de ces fichues télévisions !

Ce que Valls (et ses camarades de combat) souhaitent et organisent, c'est que nous baissions les bras face à l'offensive libérale, que nous acceptions cette fatalité et ces reculs sociaux, économiques et environnementaux.

A la Cgt, nous refusons cela et nous devons organiser la lutte, permettre une bien meilleure convergence des revendications et des actions, innover aussi dans nos modes d'actions et surtout faire en sorte que nous soyons bien plus nombreuses et nombreux à partager cette démarche.

Facile à dire..., beaucoup moins à faire ! S'il nous faut encore patienter, sans attendre que ça vienne tout seul, la lutte de classe et de masse est toujours possible et indispensable ; **construisons là, chaque jour, chacun-e avec ses moyens et TOUS ENSEMBLE !**

Julien PAULIAC

Sommaire :

P1 : Edito/Agenda

P2/3 : Et 1 et 2 et 3 conférences sociales !

P4/5 : Recensement initiatives

P6 : Stand foire de Cournon du 6 au 15 septembre / Conflits sociaux : il faut sortir du dialogue de sourds !

P7/8 : Simplification et adaptation du Code du Travail / Tour Eiffel / En 2014, en France, on ne mange pas à sa faim / La famille d'un salarié décédé chez Otis

P9 : Communiqué de l'USR 63 / Communiqué de la Santé et de l'Action Sociale

P10 : Tracts à diffuser cet été disponibles à l'UD



N° 1508 DU VENDREDI 20 JUIN 2014

DEPOSE LE 20 JUIN 2014

Circulaire d'informations hebdomadaires du Bureau et du Secrétariat de l'Union Départementale CGT - Directeur de publication : Julien PAULIAC - Imprimé par nos soins Maison du Peuple - 63000 Clermont-Ferrand - CPPAP 0506 S 06884 D 73 du 13 mai 2004 - ISSN n° 09920625

A G E N D A :

➤➤ **Du 23 au 27 juin** : semaine d'actions.

➤➤ **26 juin** : journée d'actions interprofessionnelles avec manifestation à 14h30, PPlace Delille à Clermont-Fd.

➤➤ **7 et 8 juillet** : conférence sociale (3^{ème} du nom).

Et 1, et 2, et 3 conférences sociales !

Ce n'est plus un scoop, le Président Hollande et son gouvernement organisent, pour le 3ème été depuis l'élection de mai 2012, une grande conférence sociale.

S'il faut se rappeler que les deux premières éditions ont permis au gouvernement de mettre autour de la table les représentants du patronat et ceux des salariés, il ne faut surtout pas oublier que ce genre de "dialogue social" a surtout donné l'occasion au premier de transformer leurs rêves en réalités.

Voilà comment ça va se passer :

- Des tables rondes avec des sujets "politiques" pour trouver des solutions aux problématiques d'emploi et de sortie de crise. Bien évidemment sur fond de compétitivité, de coût du travail, de simplification du code du travail.
- Des conclusions du gouvernement qui appellent l'ouverture de négociations entre les organisations "dites" représentatives.
- Des négociations réelles, mais à partir des textes de l'organisation de Mme PARISOT et Mr GATTAZ... et surtout un jeu de dupes, avec la complicité "évidente" d'organisations syndicales qui affichent "clairement" leur soutien à la majorité politique actuelle.

Et voilà que ça va recommencer, dans le processus et dans la finalité.

Au menu de cette grande mascarade, 7 tables rondes qui doivent construire le **contenu et le rythme de l'agenda "antisocial" des prochains mois :**

- ◆ Amplification des actions en faveur de l'emploi
- ◆ Ecole et insertion professionnelle des jeunes
- ◆ Pouvoir d'achat, rémunérations et épargne salariale
- ◆ Rénovation de la politique de santé
- ◆ Accompagnement des réformes territoriales par le dialogue social
- ◆ Croissance et emploi en Europe
- ◆ Accélérer le retour à la croissance par l'investissement.

A lire les intitulés, on pourrait croire que nos propositions seraient entendues. Que nenni. Mais nous sommes persuadés que les signataires de l'ANI de 2013, de la convention UNEDIC ou autres textes de reculs vont encore (sciemment) tomber dans le panneau, prônant ouvertement aujourd'hui ce foutu dialogue social, plutôt que la confrontation et la mobilisation porteuse des exigences des salariés.

Pour ne pas laisser faire sans agir, c'est dans ce sens que la journée d'action du 26 juin doit permettre de dire STOP et faire en sorte que d'autres choix soient pris en compte, lors de la conférence sociale et après.

Lundi 16 juin, une "**rencontre de méthode**" s'est tenue. Voici quelques propos de Manuel VALLS dans son introduction :

"... je souhaite avoir un dialogue franc et direct avec vous. ... cela veut dire mesurer le poids de la crise économique et sociale qui traverse notre pays. Cette crise produit une angoisse profonde chez nos concitoyens quant à leur futur. Elle provoque les tensions sociales, aussi bien que repli sur soi, la désespérance et – on l'a vu dans les urnes – le rejet de l'autre. C'est une situation dont nous devons tous – politiques et acteurs sociaux – mesurer la gravité. Pas simplement pour le déplorer mais pour y faire face et y répondre, parce que c'est notre responsabilité, notre responsabilité collective. J'insiste sur ces deux mots de "responsabilité" et de "collective".

La responsabilité, c'est celle du Gouvernement à partir du cap fixé par le président de la République. C'est le programme que j'ai présenté au Parlement lors de mon discours de politique générale. C'est le sens du Pacte de responsabilité et de solidarité qui se traduit aujourd'hui dans les textes qui seront débattus au Parlement au cours des prochaines semaines. Des choix clairs de baisse progressive du coût du travail et de la fiscalité pour les entreprises et de soutien au pouvoir d'achat des plus modestes pour développer l'emploi et soutenir l'investissement et la croissance.

Je sais que sur le Pacte, vous n'êtes vous-mêmes pas unanimes. Certains s'y engagent, d'autres sont plus critiques. Mais la situation du pays comme l'attente de nos concitoyens nous commandent de dépasser ces tensions..."

La Grande Conférence sociale, ce ne doit pas être "la grande kermesse du social" comme se plaisent à l'appeler certains observateurs pourfendeurs du dialogue social. Ce n'est pas le lieu d'un "consensus mou", de la recherche du plus petit dénominateur commun.

Ce doit être un moment où se discutent, se préparent, se décident les actions communes qui doivent nous réunir autour d'un objectif central : gagner la bataille pour l'emploi. Et pour cela réformer, inventer les solutions, en privilégiant la voie du dialogue social, parce que nous pensons tous autour de cette table que c'est la voie la plus efficace, la plus durable, la plus "apaisée", celle qui garantit un équilibre : à nous tous d'en faire la démonstration ! Et pour cela il faut des acteurs qui s'engagent !"

"...La feuille de route qui sortira de la Grande conférence, qui engage le Gouvernement et constitue le fil directeur de nos travaux communs de l'année, devra en être la traduction."

Et quelques mots de l'intervention du Ministre du Travail F. REBSAMEN : (lire [l'intégralité](#) sur le site du Ministère du travail)

“...Vous pourrez également à cette occasion faire part de vos positions et attentes sur la **négociation interprofessionnelle qui va s’ouvrir à la rentrée sur la modernisation et la qualité du dialogue social**. Sur la base de ces échanges et de ceux qui se poursuivront entre nous j’ai l’intention de vous adresser d’ici la fin juillet un document d’orientation fixant le cadre et la temporalité de cette négociation...”

“Les 7 tables-rondes que je vais vous présenter devront permettre, sur chacune des thématiques, de préparer les conclusions de la feuille de route. Le temps de travail sera plus réduit que les années précédentes, sur une seule demi-journée au lieu de deux. Il importera donc d’avoir une bonne préparation en amont et une animation tournée vers les points de sortie.”

“...le Premier ministre livrera dans son discours de clôture les points clés de la feuille de route que le gouvernement tirera de la grande conférence sociale. Cette feuille de route structurera la prochaine année de réformes et de dialogue social...”

Voilà voilà... et il y a de fortes chances que cette feuille de route soit déjà rédigée, avant les échanges stériles de cette funeste conférence.

- ◆ Il reste possible de ne pas s’y rendre, au risque de nous faire passer encore ceux qui ne veulent pas discuter.
- ◆ Il est possible d’y aller, de dire ce qu’on a à dire... et de lever le camp.
- ◆ Il est enfin possible d’y participer jusqu’au bout, aussi pour entendre et juger le comportement des uns et des autres.
- ◆ Et il est sûr, en tous cas, que “c’est pas à Matignon, c’est pas dans les salons... qu’on obtiendra satisfaction. Une seule solution, la mobilisation”.

Intervention de la CGT lors de la conférence de méthode

Quand un peuple ne se reconnaît plus dans ces édiles, c’est tout l’édifice qui est fragilisé, durablement.

Monsieur le Premier ministre,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames, Messieurs,

La conférence sociale qui va se dérouler les 7 et 8 juillet sera d’une nature totalement différente des précédentes.

Les 2 précédentes nous avaient déjà laissé un goût amer : entre ANI, réforme des retraites, et loi Florange vidée au final de tout contenu ... le compte n’y était vraiment pas ! La crise économique et sociale que traverse le pays depuis de nombreuses années se double maintenant d’une crise politique extrêmement grave.

Le résultat des processus électoraux de ces derniers mois marque un rejet massif, une condamnation des choix politiques effectués par le gouvernement. Dans le même temps, nous assistons à un développement très important de la conflictualité, que ce soit dans le secteur public ou privé.

Bien travailler, pouvoir remplir correctement ses missions, défendre son travail, son existence, mais aussi sa qualité, exiger des salaires et pensions corrects, voilà ce que veulent les femmes et les hommes au travail, ce pour quoi ils se battent dans de très nombreuses luttes, bien souvent gagnantes.

Les conflits emblématiques qui se déroulent en ce moment, je veux parler de celui des cheminots et des intermittents, portent ces revendications avec beaucoup de force ; la CGT est toute entière à leurs côtés.

Le gouvernement a la responsabilité de trouver la voie de sortie du conflit à la SNCF, répondre aux attentes, comme l’ont encore demandé ce weekend au Président de la République, et de manière très précise, le SG de la CGT cheminots et le SG de la CGT.

Nous réaffirmons notre opposition à l’agrément par l’Etat de la convention Unedic et notamment des annexes 8 et 10.

Le choix de l’austérité, celui de faire de la politique de l’offre la recette miracle à la sortie de crise, ou encore la faveur inédite et inégalée accordée au monde de l’entreprise, sont vécus, à juste titre, par le monde du travail, comme autant d’injustices, de remise en cause du contrat social. Les cadeaux accordés au patronat, 30 milliards d’euros supplémentaires, ne débouche sur rien ... pas un nouvel emploi créé.

C’est cela qui coûte au pays et pas la mobilisation des salariés !

Ces choix sont mauvais et dangereux.

Cela fait des années qu’ils sont utilisés sans que leur efficacité ait été démontrée, bien au contraire ! Le chômage ne cesse de progresser, la désindustrialisation s’accroît, la pauvreté et l’exclusion explosent.

Ces choix font, par ailleurs, courir de grands dangers à notre modèle démocratique ; la montée alarmante de l’abstention et du vote d’extrême droite marque un rejet du politique, une crise de la représentation préjudiciable à la cohésion sociale.

Il faut entendre ce qui s’exprime à travers le vote et réorienter fondamentalement l’action gouvernementale. La CGT ne cesse de le répéter, il faut changer de cap !

Nous menons depuis plusieurs mois une campagne d’envergure pour faire la démonstration que ce n’est pas le travail qui coûte mais le capital : le travail, lui, produit de la richesse depuis la nuit des temps !

Ce dont nous avons besoin, c’est une intervention publique au service d’un développement humain et durable.

Le gouvernement doit faire le choix de l’investissement, de l’industrialisation, de la recherche, des services publics, ... en définitive le choix d’un aménagement équilibré du territoire. C’est aussi ce que porte la CES avec sa proposition de plan d’investissement.

C’est en tous cas celui que la CGT affirme et déroule au travers de sa campagne sur le coût du capital.

Tout au long de la conférence sociale, nous défendrons cette approche et la déclinerons sur l’ensemble des tables rondes.

Il s’agit en tout premier lieu de défendre et développer un modèle social qui a permis l’accession de notre pays au développement. Ce modèle s’est construit en érigeant la recherche de l’intérêt général en principe intangible et déterminant.

La sécurité sociale, les services publics, les politiques audacieuses d’investissement, la définition de droits sociaux ont dessiné cette France du progrès social à laquelle nous ne renoncerons jamais.

Au contraire, il est temps de renouer avec ces principes, de définir avec précision la politique industrielle, les investissements et les services publics nécessaires à une nouvelle étape pour un développement au service des peuples pour aujourd’hui et pour demain.

Il est temps d’imaginer de nouveaux droits sociaux, il en va de notre modèle démocratique. La parole du monde du travail, la place du travail doit être entendue et reconnue.

La conférence sociale n’a de sens que si elle permet l’expression d’analyses différentes, peut-être opposées. Le progrès naît de la confrontation, pas d’un alignement sur une pensée unique, une doxa qui s’apparenterait à une subordination.

On ne peut, dans la même séquence, se faire les chœurs du dialogue social et ignorer les règles essentielles.

Le projet de réforme portant sur la désignation des conseillers prud’hommes est de ce point de vue inacceptable.

Autre exemple tout aussi inacceptable, s’agissant du conflit à la SNCF, l’accord de fin de conflit signé avec les organisations syndicales non impliquées dans le mouvement constitue une première européenne, et cela n’est absolument pas de nature à renforcer la qualité du dialogue social.

C’est en tout cas, ce point de vue que défendra la CGT lors de la conférence sociale, avec force, conviction, et sérénité.

La délégation est composée de : Marie Laurence BERTRAND, Agnès LE BOT et Eric LAFONT.

Montreuil, le 16 juin 2014

RECENSEMENT INITIATIVES

L'UD Cgt a pu recenser quelques initiatives menées par les salarié-e-s et les syndicats Cgt du département... Cette liste n'est pas exhaustive.

Si vous notez des oublis, prévenez-nous... si d'autres actions se construisent, n'oubliez pas de nous en informer (par mail : ud@cgt63.fr / par téléphone, fax ou tout autre moyen...)

Date	Fédération	Syndicat	Type action prévue
02/06/2014	Santé	Hopital de Billom	En lutte depuis le 2 juin / attente des écrits de la Direction
10/06/2014	Cheminots	Cheminots	Grève reconductible à partir du 10/06
10/06/2014	Agro	Seita	Actuellement en lutte contre la fermeture de site, PSE prévoyant près de 400 suppressions d'emploi
13/06/2014	Retraités	USR 63	Diffusion et stand sur le marché de Cournon, syndicalisation et diffusion du 4 pages + tract UD appel actions du 26/06
16/06/2014	Transports	Syndicat régional des transports	Congrès du syndicat le 16 juin à Vertaizon avec participation de l'UD Pour l'instant pas d'appel à la journée d'action du 26
16/06/2014	Santé	EPHAD Rochefort Montagne	EPHAD Rochefort Montagne / action prévue le lundi 16/06 si rien ne bouge
17/06/2014	Finances	Section Finances Publiques 63	L'Assemblée Générale de la section CGT 63 - Finances Publiques- se tiendra le 17 Juin 2014 sur la matinée avec participation de l'UD - 26/06 --> des décisions seront prises à l'AG
17/06/2014	Commerce	MARKETING SERVICES	- Réunion syndicale avec tous les salariés le 17 juin sur le temps de travail (1h)
19/06/2014	UD 63	Journée de déploiement départementale	contact avec les UL + relance dans le Courrier des Syndicats du 13/06
19/06/2014	Commerce	syndicat CGT du Commerce 63	Déploiement le jeudi 19 juin à 7h au carrefour du Surcouf, av E.MICHELIN
19/06/2014	Organismes sociaux	Pole Emploi	Grève le 19 juin / classifications
20/06/2014	Finances	Section DISI Pays du Centre	- AG de syndiqués le 20 juin - 26/06, pas d'appel à la grève - Le syndicat national n'appelle pas - Participation militante à la manif...
21/06/2014	Transports	Régional Hop!	Congrès du syndicat à l'UL de Gerzat
23/06/2014	Commerce	ATAC-LOGISTIQUE (Simply-Market):	- Diffusion Tract le 23/06 à 5h, midi et 19h - AG de tous les salariés le 25 Juin entre midi et 14h devant l'entrepôt (prévoir Barbecue) - Appel à la grève du 26 juin à partir de minuit pour 24h Les grandes surfaces (Auchan - Carrefour - Simply...) ne devrait pas être réapprovisionnées ce jour !
23/06/2014	Commerce	CSP (Cournon):	- Diffusion Tracts le 23/06 --> appel a mobilisation le 26 juin - Courrier revendicatif sur les salaires remis en main propre au comité de direction le 26 au matin
24/06/2014	Équipement	SNPTAS	AG de salariés sur la matinée du 24, avec vote sur l'appel à la grève du 26, avec en tous cas appel à la manif
24/06/2014	Commerce	LAPEYRE (Aubière)	-Diffusion tract et réunion des salariés mardi 24 juin --> contre la "franchisation" des établissements (éclatement des IRP)
25/06/2014	Santé	USD / Cliniques privées	AG lundi 16/06 sur plusieurs cliniques pour grève sur la journée du 25/06 (appel national collectif FD Santé)

Date	Fédération	Syndicat	Type action prévue
25/06/2014		UL Issoire	déploiement / diff tract 4 pages et UD le 25/06 sur Issoire
25/06/2014	Commerce	CARREFOUR (Issoire)	- Assemblée Générale et appel à la grève 2h le mercredi 25 juin entre 10h et midi - Interpellation de la Direction sur la politique salariale et contre la remise en cause des accords collectifs - Information aux clients de la mobilisation du 26/06 - Appel à reconduire le mvt le 26/06
26/06/2014	Travailleurs de l'Etat	AIA Clermont-Fd	- AG de syndiqués le matin du 26/06 + appel à la manifestation pour l'instant - Des actions en cours des salariés de COM-PASS, restauration collective du site
26/06/2014	Mines Énergie	EDF-GDF	- Assemblée Générale du personnel à 9h, Salle Cinéma de la CMCAS de Clermont. - Suivi d'un barbecue Fraternel - Participation à la manif interpro - Appel par Cgt et FO
26/06/2014	Chimie	MICHELIN	Actions dès le matin, avec délégations vers la Direction sur salaires, emploi, pénibilité
26/06/2014	Équipement	SNPTRI	Suite à l'AG des syndiqués du 05/06, appel à la grève et à la manifestation
26/06/2014	Éducation (FERC)	UNSEN	- Difficultés avec période de fin d'année et examen, Brevet des collèges le 26 - Pas grand chose de prévu... Y'aura un appel. - Préavis de grève déposé par la FERC
26/06/2014	Métallurgie	CONSTELLIUM	- Décision lundi 16 au syndicat - Pas d'appel à la grève mais participation à la manif' + difficile d'aller sur une manif l'après-midi
26/06/2014	Chimie	Trelleborg	Appel à la grève et à la manif / pas d'action prévue le matin à la boîte
26/06/2014	Finances	Banque de France	Appel à arrêt de travail et à la manifestation
26/06/2014	Commerce	Restauration collective COM-PASS (site de l'AIA)	-Appel au boycott - Débrayage 1h pendant le service de midi - Diffusion de Tract: appel à la grève du 26/06
26/06/2014	Commerce	FNAC	- Diffusion de tracts à l'entrée du personnel - Appel à la grève
26/06/2014	Commerce	GALERIES LAFAYETTE	- AG de salariés le 17 juin - Distribution de tracts --> conditions de travail, salaires - Appel à la grève le 26 juin
26/06/2014	Commerce	MAXITOYS (Clermont-Fd)	- Envoi d'une enquête à tous les salariés (périmètre France) (à l'initiative du camarade clermontois élu CGT au DP) + tract fédéral pour le 26 juin
26/06/2014	Services Publics	Services Publics	- Réunion de la CSD le 26 au matin + participation à la manif - Peu de convictions sur la grève (suite à la réunion régionale du lundi 16/06)
26/06/2014	Organismes sociaux	URSSAF	- Participation à la Manif - Pas d'appel à la grève
26/06/2014	Construction	Syndicat 03-63 construction	Des actions ciblées en matinée et appel à participer à la manifestation à 14h30
	Chimie	GOODYEAR	
	Travailleurs de l'État	BSMAT	
	Métallurgie	AUBERT ET DUVAL	
	Services Publics	TERRITORIAUX	
26/06/2014	Santé	CHU	- Peu de militants sur le pont → difficile de construire la mobilisation dans la période

Rappel

URGENT!

Aux syndicats, sections et militant-e-s de tous les secteurs !

URGENT!

L'UD Cgt 63 vous rappelle qu'un stand sera occupé par la Cgt sur la Foire de Cournon **du 6 au 15 septembre prochain.**

Il y a, à ce jour, trop peu de retours pour la participation à la tenue du stand. Cette occasion est trop belle de montrer toute notre Cgt, ses ambitions, ses exigences, ses propositions et ses actions. Aussi, l'enjeu de notre visibilité est grand, en vue des élections générales dans la Fonction Publique, le 4 décembre prochain.

Nous devons réussir à boucler l'organisation avant la rentrée !

Un courrier a été adressé à l'ensemble des syndicats → si vous ne l'avez pas reçu, contactez le secrétariat de l'UD à la Maison du Peuple.

Comptant sur des équipes de 8 par jour, vous pouvez vous inscrire pour des journées complètes ou pour des demi-journées...

Pour vous inscrire ou inscrire des camarades volontaires, vous pouvez aussi utiliser le [formulaire en ligne](https://docs.google.com/forms/d/1D6UnsjNOxCWSdZjVCYW3umSIA7ZJuuSTFwpgMFr_F4w/viewform) : https://docs.google.com/forms/d/1D6UnsjNOxCWSdZjVCYW3umSIA7ZJuuSTFwpgMFr_F4w/viewform

Conflits sociaux : il faut sortir du dialogue de sourds !

Dans les deux grands dossiers chauds de l'actualité sociale, la réforme ferroviaire et la convention d'assurance chômage, **le gouvernement choisit une posture intransigeante et envisage de passer en force.** Alors que la réforme de la SNCF est sur les rails depuis des mois, il refuse de reporter le débat parlementaire de quelques jours et se donner les moyens d'une bonne réforme répondant aux besoins des usagers et du pays.

De même, se retranchant derrière un débat social tronqué et déloyal, il envisage d'agréer la convention d'assurance chômage qui fait peser tous les efforts sur les précaires, les privés d'emplois et les intermittents du spectacle.

Dans cette interview, le secrétaire général de la CGT cheminots et le secrétaire général de la CGT reviennent sur les raisons de ces conflits et en appellent au gouvernement pour sortir du dialogue de sourds.

[Visionner la vidéo.](#)

Expressions de la Confédération :

« Simplification et adaptation du Code du Travail »

Et puis quoi encore !

Le 16 juin, un projet d'ordonnance portant « simplification et adaptation du Code du travail » a été présenté pour avis à la sous-commission des Conventions et accords de la C.N.N.C. (Commission nationale de la négociation collective).

Les dispositions portent sur les informations dues par l'employeur auprès des salariés de l'entreprise et auprès de l'administration sur des domaines essentiels dans la vie de l'entreprise :

- ▶ La prévention des discriminations et du harcèlement ;
- ▶ L'information du contenu du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) dans les entreprises dépourvues de représentants du personnel ;
- ▶ L'organisation des élections professionnelles ;
- ▶ La dérogation à l'horaire collectif de travail et l'organisation des astreintes notamment, ne feraient plus l'objet d'une information systématique auprès de l'inspection du travail.

Sous couvert de simplification et à la demande instante du patronat au nom de la libération des « contraintes » pour l'employeur, le gouvernement s'apprêterait à remplacer l'obligation « d'affichage » par une formule savante : une obligation d'information « par tout moyen » !

Loin de simplifier quoi que ce soit, ce projet ne peut générer qu'ambiguïté et confusion. L'entreprise est un espace socialisé où le pouvoir de l'employeur doit être réglementé, où les droits fondamentaux doivent être respectés. Pour cela, il faut que puissent s'appliquer dans l'entreprise des conditions légales et réglementaires claires.

La CGT et l'ensemble des organisations syndicales de salariés se sont opposés à ce projet d'ordonnance. Le gouvernement doit donc retirer celui-ci.

La CGT est disponible pour une concertation en vue d'améliorer le code du travail pour une meilleure information des salariés.

Montreuil, le 18 juin 2014

Tour Eiffel

La prime est rétablie et majorée, le travail a repris !

Victoire pour les 35 agents de sécurité incendie et sureté de la tour Eiffel. Ces salariés, qui assurent un service sept jours sur sept, **étaient en grève** quelques heures, **vendredi 13 juin dernier**. Ils ont notamment obtenu l'abandon de l'annualisation et la modulation du temps de travail ainsi qu'une prime mensuelle de 150 euros, spécifique au site, qui prévoit la prise en charge des frais de transport pour les salariés qui terminent leur service au-delà de 0h45.

En décembre 2010, puis en juin 2013, le monument avait fermé à chaque fois deux jours en raison de grèves. Plus de 300 employés défendaient leurs revendications portant sur les conditions de travail, les salaires, la sécurité.

Le symbole de Paris, régulièrement présenté comme le monument payant le plus fréquenté au monde, accueille entre 25 000 et 30 000 visiteurs par jour, sept jours sur sept (sept millions par an).

En 2014, en France, on ne mange pas à sa faim

Selon une enquête de Médecins du Monde publiée jeudi 12 Juin, deux tiers des personnes en situation précaire dépensent moins de 3,5 euros par jour pour se nourrir, moins de 2 euros s'ils sont à la rue, dans des squats ou dans des bidonvilles.

50% des adultes, 20% des enfants n'ont pas mangé pendant au moins un jour au cours du dernier mois et ils présentent des pathologies aiguës en lien possible avec l'alimentation.

Alors que le pacte de responsabilité du gouvernement va conduire à de nouvelles coupes budgétaires qui impacteront les services publics, les associations et surtout les familles et les personnes les plus en difficultés, Médecins du monde publie les résultats d'une étude qui décrit une situation intolérable au regard de la richesse du pays.

Par ailleurs, cette étude montre que ces personnes ne connaissent pas les dispositifs d'aide alimentaire. Ces éléments corroborent d'autres données sur le non-recours aux dispositifs sociaux, notamment le RSA, par méconnaissance de leurs droits, mais aussi par crainte de la stigmatisation s'ils y ont recours.

Alors que le gouvernement prépare les Etats généraux du travail social dans la plus grande cacophonie entre ministres concernés et collectivités territoriales qui visent à rendre rentables des pratiques professionnelles et à préparer l'ouverture au privé lucratif du secteur social, il se refuse à envisager d'en finir avec le « bricolage » des moyens pour venir en aide aux travailleurs pauvres, aux privés d'emplois, aux jeunes en attente d'insertion, aux petites retraites ou aux travailleurs sans papiers.

Et les nouvelles coupes budgétaires induites par le pacte de responsabilité du gouvernement vont contribuer à amplifier les inégalités, en impactant les moyens du service public, des associations et surtout des familles et les personnes les plus en difficulté.

La solution pour favoriser l'égalité des droits pour tous et sur tout le territoire, pour redonner sens à la solidarité nationale, à l'égalité et à la fraternité, selon la CGT, passe par la construction d'un grand service public de l'action sociale, de l'éducation et de la santé.

Construire un grand service public de l'action sociale en synergie avec ceux de l'éducation et de la santé, avec les moyens nécessaires est, selon la CGT, une solution pour favoriser l'égalité des droits pour tous et sur tout le territoire.

Dans l'immédiat, il faut mettre fin aux arrêtés anti-glanages et anti-mendicité qui constituent des ressources de dernier recours pour les plus précaires et redonner tout leur sens à la solidarité nationale, à l'égalité et à la fraternité.

Montreuil, le 16 juin 2014

La famille d'un salarié décédé chez OTIS,

David contre Goliath

Hier jeudi 19 juin 2014 se déroulaient les plaidoiries, et non le délibéré comme annoncé précédemment, dans l'action en justice opposant la famille de Gilles GASPAROUX et la multinationale OTIS. La reconnaissance de faute inexcusable devant le tribunal des affaires de sécurité sociale était demandée.

Les faits remontent à 2009, quand Gilles GASPAROUX, technicien d'ascenseur chez OTIS mettait fin à ses jours dans une chambre d'hôtel parisien. Malgré l'alerte du CHSCT, la situation de Gilles n'a jamais été améliorée. Il passait près de 70 % de son temps en déplacement sur la région parisienne. Après un arrêt de travail pour dépression nerveuse, ce jeune père de jumelles de 6 mois et d'une petite fille de 3 ans au moment des faits, n'a trouvé d'autre issue que de mettre fin à ses jours.

L'audience s'est déroulée dans une atmosphère très lourde, l'avocat de la famille rappelant le quotidien insupportable de Gilles, et l'épreuve à laquelle sa famille doit faire face depuis 5 ans.

L'avocat d'OTIS n'a pas ménagé ses effets de rhétorique et de gestuelle pour prouver que l'entreprise fait tout pour le bien-être de ses salarié-e-s. Niant les expertises, négligeant les actions des délégués du personnels.

Il est clair que OTIS veut blanchir son nom d'un drame humain pourtant déjà reconnu en accident du travail. Ces entreprises qui pressent leurs employé-e-s jusqu'au bout, le bout étant souvent la démission (7 embauches sur 10 menaient à une démission en 2009 chez OTIS), n'assument pas les effets de leurs méthodes managériales. On pourrait citer un nombre conséquent d'entreprises où les salarié-e-s commettent l'irréparable et dont les employeurs sont prêts à tout pour se disculper.

Ces méthodes doivent être dénoncées, le verdict de cette triste affaire, attendu pour le 17 juillet prochain, fera date quelque soit le verdict.

Communiqué de l'USR63 CGT

Dans la continuité de la manifestation nationale des retraités le 3 juin à Paris, l'USR CGT 63 appelle tous les retraités du département à participer à la manifestation du jeudi 26 juin à 14h30, Place Delille à Clermont Ferrand, pour l'augmentation des retraites et pensions pour tous.

Fraternellement
Manuel ENTRADAS
Secrétaire Général USR63 CGT

**Communiqué de presse de l'union syndicale
départementale**

de la santé et de l'action sociale

Notre organisation syndicale CGT (seule organisation appelant ...), tant au niveau national que départemental, appelle l'ensemble des personnels du secteur privé lucratif de la santé et du médico-social (clinique et EHPAD privées lucratives) à cesser le travail et à manifester le Mercredi 25 juin 2014, à partir de 9h devant le Pôle Santé République (avenue de la République) et à manifester en direction de l'ARS (avenue de l'Union Soviétique) aux environs de 11h.

D'ores et déjà certains établissements ont annulé, consultations, interventions chirurgicales et soins ce 25 juin 2014, prévoyant une mobilisation conséquente des salariés.

Les revendications sont :

- le rétablissement du revenu annuel garanti (RAG) pour tous,
- l'augmentation de tous les coefficients de 32 points pour repositionner le premier coefficient au niveau du SMIC et maintenir l'évolution catégorielle sans tassement de la grille,
- l'harmonisation de l'ancienneté entre les filières,
- le déplafonnement de l'ancienneté,
- la non suppression de la récupération des jours fériés acquis sur des jours de repos,
- la non remise en cause de la prévoyance.

Le personnel du centre hospitalier de Billom toujours en grève depuis le 11 juin dernier, a manifesté devant l'Agence Régionale de la Santé hier 19 juin 2014.

La revendication principale est l'attribution de moyens supplémentaires afin d'accomplir les missions de service public qui leurs sont dévolues.

Face à ce mouvement unitaire, l'ARS a accordé une enveloppe budgétaire minimum pour un fonctionnement plus humain cet été, mais répond t-elle à l'ensemble des besoins ? Les salarié-e-s se réunissent en AG lundi 23 juin pour décider collectivement des suites à donner au mouvement.

Communiqué de presse :

Mesdames et Messieurs les rédacteurs en chef,

Le mouvement de grève du Centre Hospitalier de BILLOM a évolué, suite à la manifestation du personnel devant l'ARS ce Jeudi 19 Juin 2014 et surtout aux propositions financières de l'ARS.

L'assemblée générale du Lundi 23 juin 2014 est maintenue à 14h30 pour décider de la suite à donner au mouvement, compte tenu que la direction générale réintroduirait les anciens plannings annulant par ce fait les restrictions d'effectif.

Comptant sur le relais de cette information, je vous prie d'agréer, Mesdames et Messieurs les rédacteurs, nos sincères salutations.

Jacques COCHEUX
Secrétaire Général
Coordonnateur Régional
USD CGT63 SANTÉ ET ACTION SOCIALE
0473379755 ou 0687134040

**Le tract confédéral 4 pages
est disponible à l'accueil
de la maison du peuple.**



**N'hésitez pas
à vous en procurer
pour les diffusions estivales.**